



CAHIERS DE RECHERCHE DU CEIM



« Les Voies ensoleillées » et la politique énergétique canadienne à l'ère Trudeau

Mathieu Arès

Janvier 2017

<http://www.ceim.uqam.ca/>

Résumé

Confronté à une dépendance économique grandissante envers l'exploitation des énergies fossiles (le pétrole dans notre exemple), le gouvernement Trudeau louvoie de manière à concilier des objectifs ambitieux en matière environnementale et le développement concomitant du secteur énergétique canadien. Il s'agirait ainsi d'une différence de style plutôt que d'une rupture fondamentale avec le gouvernement Harper, qui rêvait de faire du Canada une superpuissance énergétique, le pétrole constituant en quelque sorte un premier grand test politique du nouveau gouvernement Trudeau. Notre argument se base sur le rôle structurant du secteur pétrolier pour l'économie canadienne, ce qui peu importe la coloration partisane restreint considérablement l'orientation générale de la politique énergétique.

« Les Voies ensoleillées » et la politique énergétique canadienne à l'ère Trudeau.

Mathieu Arès¹

Le 19 octobre 2015, les citoyens canadiens mettaient fin à près d'une décennie de règne conservateur, qui sur le plan international, du moins au niveau de l'image, a vu un recul de la marque canadienne (voir Morin et Roussel (dir.) 2014). Qui pour dénoncer une vision idéologique. Qui pour souligner l'instrumentalisation partisane de la politique internationale. Qui pour fustiger une préférence marquée pour l'économie au détriment de l'environnement. Et qui à l'unisson vont rappeler l'échec du gouvernement Harper à obtenir un siège au Conseil de sécurité en guise de preuve de ce recul. Dès son discours de remerciements, le nouveau Premier ministre Trudeau, s'inspirant de Sir Wilfrid Laurier, a promis des « Voies ensoleillées (*Sunny ways*) » aux Canadiens pour affirmer par la suite que « le Canada était de retour (*Canada is back*) ». Depuis à l'échelle internationale, l'accueil que le premier ministre Canadien Justin Trudeau reçoit est digne d'une *Rock Star*. A l'échelle nationale, il n'est guère en reste. Il se veut inclusif sur le plan social et a promis une intervention étatique soutenue pour redynamiser l'économie, notamment en proposant un réinvestissement massif dans les infrastructures. À n'en déplaire, le style Trudeau fonctionne et un an après son arrivée au pouvoir le taux de satisfaction envers le Premier ministre Trudeau atteint près de 65 % (François 2016).

Il n'appartient pas à ce texte de déterminer si la popularité du Premier ministre Trudeau est méritée ou si elle va perdurer. En se basant sur l'exemple du secteur pétrolier, il s'agit avant tout d'établir s'il y a ou non rupture avec l'approche conservatrice. Que signifie la promesse des « Voies ensoleillées » en matière énergétique, le Canada ayant longtemps rêvé sous le gouvernement Harper de devenir une superpuissance énergétique. Certains ont vu dans l'empressement d'adhérer à l'Accord de Paris sur les changements climatiques (CUP21) et l'annonce d'un marché de carbone pan-national une rupture claire du gouvernement Trudeau par rapport à son prédécesseur (Shields 2015). Notre position est plus mitigée. En effet, confronté à une dépendance économique grandissante envers l'exploitation des énergies fossiles (le pétrole dans notre exemple), le gouvernement actuel louvoierait de manière à concilier des objectifs ambitieux en matière environnementale et le développement concomitant du secteur énergétique canadien. Il s'agirait ainsi d'une différence de style plutôt que d'une rupture fondamentale, la question énergétique constituant en quelque sorte un

¹ L'auteur est professeur agrégé à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke. Il est également membre du Centre d'Étude sur l'intégration et la mondialisation (CEIM-UQAM).

premier grand test politique du nouveau gouvernement Trudeau. L'essentiel de notre argument se base, comme nous verrons, sur le rôle structurant du secteur pétrolier pour l'économie canadienne, ce qui peu importe la coloration partisane restreint considérablement l'orientation générale de la politique énergétique.

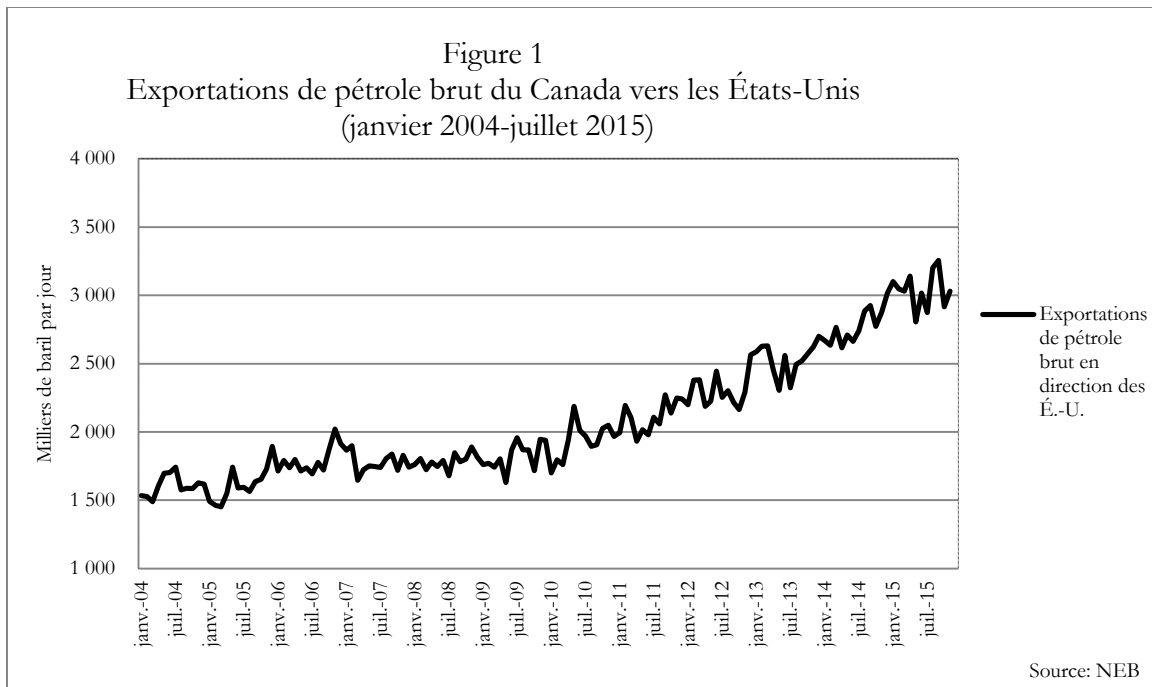
Le pétrole : nouveau pilier de l'économie canadienne

Au-delà de l'énorme potentiel pétrolier canadien, le développement du secteur au Canada, exportateur net de pétrole brut, surtout de pétrole lourd², est historiquement tributaire de la demande américaine. La proximité géographique, d'autant plus que les champs bitumineux sont enclavés, et la politique sécuritaire des États-Unis post-11 septembre, qui favorise une « *canadianisation* » de leurs approvisionnements, auront pour effet qu'avec 43,1 % du total le Canada est devenu le principal fournisseur de pétrole brut des États-Unis, détrônant ainsi l'Arabie Saoudite (Tableau 1). Ainsi, par exemple, en 2015, sur une production nationale de 3,9 millions de baril/jour près de 3 millions ont été exportés (76,9 % de la production), principalement aux États-Unis avec 99 % du total (NRC 2016, p.31; voir Figure 1).

	1980	1990	2000	2010	2015
Golfe persique	28,7	30,6	26,6	18,4	20,2
Arabie Saoudite	23,8	20,3	16,8	11,7	14,3
Autres	71,3	69,4	73,4	81,6	79,8
Canada	3,8	10,9	14,9	21,4	43,1
Mexique	9,6	11,7	14,5	12,5	9,4
...Venezuela	3,0	11,3	13,5	9,9	10,6
Total	100	100	100	100	100

Source : Deblock et Arès (2016), Tableau 4, p.12.

² Notamment en raison d'une relativement faible capacité de raffinage de pétrole lourd, le Canada doit importer de l'essence et du pétrole léger, principalement des États-Unis.



Le développement de l'industrie fut à l'avenant : *inter alia*, en 2015, le secteur pétrolier contribuait 5,3 % du PIB (98 milliards de \$CAN) et, avec 709 548 emplois directs (191 415 emplois) et indirects (518 133 emplois), fournissait 3,9 % de l'emploi canadien (NRC 2016, p.5.). En 2015, c'était également 21 % des exportations canadiennes, 26 % de l'investissement non résidentiel au Canada (65 milliards de \$CAN) ainsi que près 20,3 milliards de \$CAN versées sous forme d'impôts des sociétés, de taxes indirectes, de redevances (royautés) et d'achats et de locations de terrains publics aux divers paliers gouvernementaux (NRC 2016, p.8 et 10.).

Mais, c'est sur le plan de l'investissement direct étranger (IDE) que l'on peut le mieux apprécier l'atmosphère de boom qui prévalait durant la dernière décennie. Entre 2006 et 2015, l'IDE dans le secteur énergétique est passé de 18 % à 27 % de l'ensemble du stock d'investissement étranger, faisant du secteur le plus attractif de l'économie canadienne (NRC 2016, p.17.). Si ce sont les provinces productrices, en tête l'Alberta, qui ont le plus bénéficié des retombées économiques, nous ne pourrions passer sous silence les effets d'entraînement pour l'ensemble de l'économie canadienne. Près de 2400 entreprises canadiennes de l'extérieur de l'Alberta agissent ainsi à titre de fournisseurs de biens services pour les exploitants des sables bitumineux (CAPP 2016a). Selon Honarvar et *al.* (2011, pp.9-12), l'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec concentreraient respectivement 7,3 %, 3,6 % et 1,8 % des emplois liés aux sables bitumineux. Nous pourrions continuer, mais ces quelques exemples suffisent pour illustrer la place centrale que l'industrie pétrolière occupe dorénavant dans le tissu économique canadien. En l'espace d'une décennie, le secteur pétrolier est devenu le plus important secteur privé du Canada (CAPP 2016a).

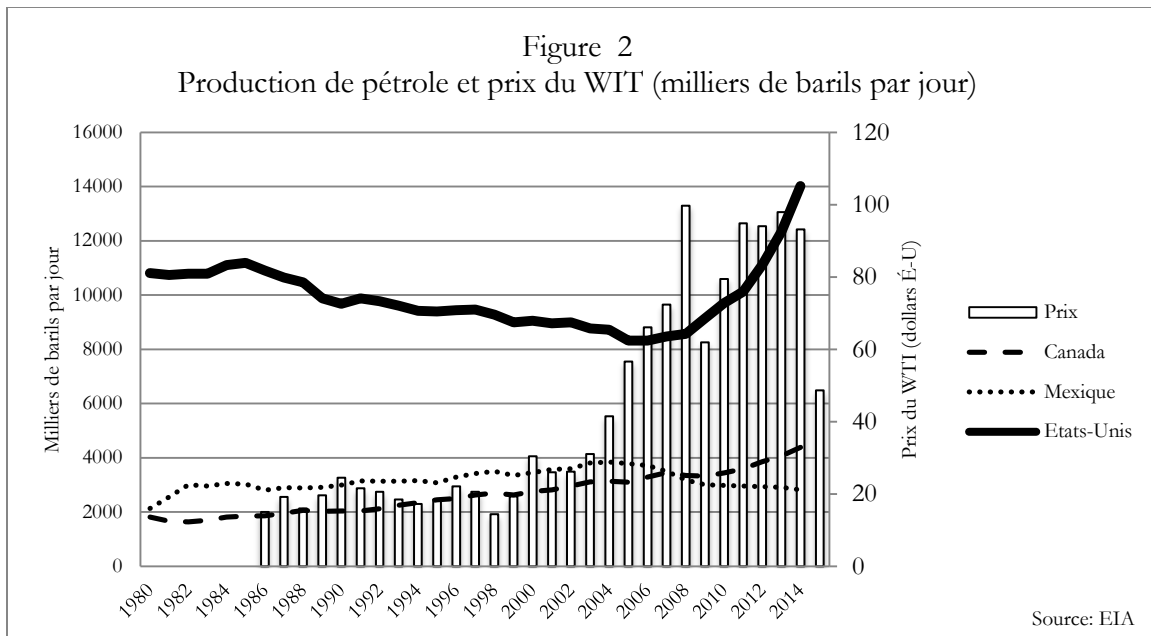
Les vents contraires : une conjoncture difficile

Toutefois, depuis septembre 2014 le contexte dans lequel le secteur énergétique canadien évolue s'est détérioré. D'une atmosphère de boom économique, le secteur est entré en

léthargie (voire en crise si l'on considère les incendies à Fort McMurray, l'épicentre de la production pétrolière canadienne), poussant non seulement l'économie albertaine, mais aussi la Saskatchewan de même que Terre-Neuve et Labrador en récession, sinon en forte contraction. Rappelons qu'il s'agit des provinces pour lesquelles l'industrie pétrolière représente respectivement 30 %, 30 % et 22,7 % de leurs PIB respectifs (Schaufele 2016, p.3), et avec elles l'ensemble de l'économie canadienne. Ce serait près de 47 225 emplois qui ont été perdus dans le pétrole et le gaz au Canada depuis le sommet de 2014, et cela, selon Ressources naturelles Canada, principalement en raison de la baisse des cours (NRC 2016, p.5.). S'ils concluent que les provinces non productrices pourraient profiter des cours déprimés, sous la forme d'une hausse des exportations manufacturières notamment en raison d'un huard plus faible (promesse toujours non réalisée) et une baisse des coûts de l'énergie, Shenfeld, Buchanan et Lovely (2014, p.2) estiment tout de même que la baisse des cours a retranché plus de 2 % du PIB canadien en 2015 (voir Kirby, Hutchins et Gillis, 2016).

La production pétrolière canadienne s'est néanmoins maintenue, connaissant même une légère augmentation (Figure 1). Bien qu'affirmant dans son rapport 2016 que ses scénarios de référence : « se veulent le point de départ d'un dialogue sur l'avenir énergétique du Canada, et **non** une prédiction des événements. (Surlignage dans le texte) », l'Office national de l'énergie prévoit, malgré la conjoncture actuelle, une « [... croissance] modérée durant la période de projection [2016-2040]» pour le secteur pétrolier canadien (ONÉ 2016 : Résumé p.1). En fait, selon l'Association canadienne des producteurs de pétrole (CAPP), durant les quinze prochaines années, la production canadienne devrait augmenter de 1,5 million de baril/jour, pour s'établir à 5,54 millions de baril/jour en 2030, principalement sous la forme de pétrole lourd provenant de l'exploitation des sables bitumineux (CAPP 2016c, p.1). Dans un avenir prévisible, le Canada continuera d'être un des principaux pays producteurs et exportateurs de pétrole, occupant en 2015 le 4^e rang (4,8 % de la production mondiale, ONÉ 2016 : p.14) et le 3^e rang respectivement (NRC 2016 : p.3).

Il demeure qu'à court terme l'industrie pétrolière rencontre des défis majeurs. En premier lieu, une baisse des cours mondiaux. L'effet est simplement dévastateur. Après s'être maintenue entre 100 et 120 \$É.-U./baril entre 2011 et le milieu de 2014, le cours du Brent, qui sert de prix de référence mondial, s'est littéralement effondré perdant environ 60 % de sa valeur pour atteindre un creux d'environ 40 \$É.-U. le baril au début de 2015. Aujourd'hui, les cours se sont un peu raffermissés, se situant aux alentours de 50 \$É.-U./baril (ONÉ, 2016 : p.14). Pour l'industrie canadienne, cela se traduirait par un manque à gagner de l'ordre de 10 milliards de dollars seulement pour 2016 (*prixdupetrole.com*, 2016) et une diminution de l'investissement de 62 % en deux ans, ces derniers passant ainsi de 81 à seulement 31 milliards de \$CAN entre 2014 et 2016 (CAPP 2016b). C'est également près de 7000 puits en moins qui seront creusés en 2016 par rapport à 2014, soit à peine 3500 comparativement aux quelques 10500 creusés il y deux ans (*prixdupetrole.com*, 2016). Aux prix actuels, l'exploitation des sables bitumineux n'est guère rentable, et ne peut justifier de nouveaux investissements, leurs coûts de production et leurs points de rentabilité comptant parmi les plus élevés au monde (Dudd et Hulf 2015). Évidemment, l'emploi a également souffert : le taux de chômage albertain historiquement l'un des plus bas au Canada se situe maintenant (août 2016) au-dessus de la moyenne canadienne, soit autour de 8,6 % contre 7 % pour le pays (Statistique Canada 2016).



La situation des cours est d'autant plus problématique qu'en dépit du fait que le Canada soit un producteur et un exportateur de premier plan, il n'a que peu d'emprise sur l'évolution des prix internationaux, et à court terme, il ne peut qu'espérer que les cours se redressent à moyen et long termes. Ainsi, d'un côté, sur le plan de l'offre, c'est avant tout les membres de l'OPEP, pour ne pas dire l'Arabie Saoudite, qui a historiquement assumé le rôle de stabilisateur des cours en jouant sur les quotas de production des quatorze pays membres. Hors voilà, depuis quelques années, l'OPEP ne parvient plus à s'entendre et les volumes de productions se maintiennent ou augmentent (tableau 1). Les questions de géopolitiques régionales y sont certainement pour quelque chose. On ne peut ainsi passer sous silence la guerre larvée qui oppose l'Arabie Saoudite (sunnite) à l'Iran (chiite), au cœur notamment des conflits syriens et yéménites. Déjà que depuis dix ans, la production de l'Irak a doublé, passant de 2 millions de baril/jour en 2004 à 4 millions de baril/jour l'an passé (Tableau 1), suite à l'allègement des sanctions économiques dans la foulée de l'accord sur le nucléaire iranien, l'Arabie Saoudite appréhende la hausse de la production iranienne, toute augmentation de revenus étant perçue comme une capacité iranienne accrue à alimenter des foyers de confrontations (Guzansky 2015). Un froid s'est aussi établi entre Riad et Washington, le « rapprochement américain » avec l'Iran étant vu comme contraire à ses intérêts sécuritaires. Dans le même esprit, les autorités saoudiennes voient également d'un très mauvais œil l'intervention militaire massive de la Russie au côté de Bachar el-Assad en Syrie. Composante essentielle des exportations russes, un prix du pétrole bas prive ainsi la Russie d'une importante source de revenus et de devises. C'est sans doute pourquoi en contrepartie la Russie a augmenté cette année (2016) ses livraisons pétrolières, les portant à 10,8 millions de baril/jour, détrônant au passage l'Arabie Saoudite comme plus important exportateur de pétrole et alimentant d'autant l'offre globale (RT.COM, 2016). Vis-à-vis de Washington l'objectif saoudien apparaît double : il s'agit de démontrer son mécontentement à propos de l'Accord sur le nucléaire iranien, mais surtout, il s'agit d'une réponse à la révolution énergétique en Amérique du Nord, des prix bas limitant l'expansion de l'exploitation du pétrole de schiste ou des sables bitumineux. Si la plupart des analystes s'entendent pour affirmer que la stratégie saoudienne n'est pas tenable à long terme - le Royaume ayant enregistré un déficit

budgétaire d'environ 98 milliards de dollars, soit de l'ordre de 16 % du PIB en 2015 (on prévoit 14 % du PIB en 2016) et dû se résoudre à un programme d'austérité - peu se risquent à prédire la fin de cette guerre économique (Sequiera 2016).

Année	OPEP. Prix de référence \$É.-U. (1)	Production (2)			
		OPEP	Arabie Saoudite	Iran	Irak
2004	36,05	34,98	9,10	3,90	2,01
2005	50,54	36,72	9,55	3,94	1,87
2006	61,08	36,34	9,15	3,77	1,99
2007	69,08	37,69	8,72	3,70	2,08
2008	94,45	36,02	9,26	3,85	2,37
2009	61,06	37,01	8,22	3,79	2,37
2010	77,45	37,25	8,86	3,75	2,37
2011	107,46	38,62	9,42	3,66	2,60
2012	109,45	37,56	9,79	2,99	2,96
2013	105,87	37,45	9,65	2,68	3,03
2014	96,26	38,32	9,70	2,80	3,34
2015	49,49	39,20	10,01	2,80	4,03
2016	39,38				

Sources : (1) OPEP (2016); (2) EIA (2016b).

On se doit de noter par ailleurs l'effet sur la demande globale de la fin du super cycle des ressources naturelles. Le tableau 2 permet d'illustrer la transformation radicale de la demande globale de pétrole brut depuis le tournant du millénaire. Durant les premières années, avec près de 76,8 % de la demande mondiale, les pays développés constituaient de loin le principal débouché pour le pétrole brut, les seuls États-Unis, durant l'année 2000, ayant importé plus de pétrole que l'ensemble des pays non membres de l'OCDE. Par la suite, la demande des pays développés va se stabiliser, voire décliner, durant la dernière décennie, passant de 1572,6 en 2005 à 1255,4 millions de tonnes de pétrole brute en 2014, dernière année dont on dispose de l'ensemble des données. Là encore le cas américain est exemplaire, leurs importations passant de 538,7 à seulement 362,3 millions de tonnes durant cette période. Certes, la Grande récession et les conditions économiques difficiles qui perdurent depuis y sont sûrement pour quelque chose. Il y a cependant plus, comme nous verrons, notamment en Amérique du Nord. Parallèlement, la demande du « *Sud global* » n'a cessé de progresser, passant de 458,6 en 2000 pour s'établir à 818,4 millions de tonnes en 2014, l'évolution de leurs besoins reflétant leur dynamisme économique, et en cela, illustrant clairement le recentrage de la croissance économique mondiale. Sur ce plan, l'Asie sert de locomotive de la « nouvelle » demande globale de pétrole brut, la progression des importations chinoises en particulier et, dans une moindre mesure, celles de l'Inde, est simplement phénoménale, constituant ensemble en 2014 24 % de la demande globale comparativement à seulement 7,3 % en l'an 2000. Avec la baisse des besoins internationaux américains conjuguée à la forte progression des importations chinoises, il ne faut pas trop se surprendre si depuis 2015 la Chine se présente comme le plus important importateur de pétrole brut (IER 2015).

	2000	2005	2010	2014
OCDE	1516,6	1572,6	1423,5	1255,4
États-Unis	484,1	538,7	486,4	362,3
Non OCDE	458,6	612,3	723,3	818,4
Inde	74,1	99,4	163,6	189,4
...Chine	70,3	126,8	237,7	308,4
Monde	1975,2	2184,9	2146,8	2073,8

Source : IEA (2016a) .

Si on en croit les prévisionnistes, il s'agit ici d'une tendance lourde, la *U.S. Energy Information Administration* (EIA) par exemple estime que d'ici 2040 85 % des nouveaux besoins proviendront des pays du sud, principalement de la Chine, des autres pays asiatiques et, dans une moindre mesure, du Moyen-Orient (EIA 2016, Figure 2-8). Si les cours internationaux sont et seront de plus en plus corrélés avec le dynamisme économique des pays émergents, pour l'heure, le ralentissement de la croissance chinoise exerce une forte pression à la baisse des cours. Au-delà de ces phénomènes conjoncturels négatifs, l'industrie pétrolière canadienne est confrontée à un problème structurel majeur, l'autosuffisance énergétique des États-Unis.

Les nuages noirs : la révolution énergétique nord-américaine

Avec l'automobile, l'électronique et les services, le secteur énergétique participe fortement au commerce d'intégration intra-ALENA (Deblock et Arès 2016). Depuis une décennie, nous l'avons souligné, le Canada se présente comme un fournisseur stratégique des États-Unis (Tableau 3), l'augmentation soutenue des livraisons canadiennes permettant de masquer en partie la perte de compétitivité du secteur manufacturier vis-à-vis non seulement des États-Unis, mais également du Mexique et surtout de la Chine. C'est ainsi par exemple qu'en 2015 avec une valeur approximative de 70 milliards \$É.-U. (soit 23,7 % du total, 295 milliards de \$É.-U.), les énergies fossiles (*mineral fuel*) furent la principale exportation du Canada vers les États-Unis, suivis de loin par les véhicules (55 milliards de \$É.-U.) et la machinerie (20 milliards de \$É.-U.) (USTR 2016). Pour sa part, le Mexique fait aussi figure de fournisseur stratégique des États-Unis, à la différence appréciable que ce dernier fait face à une importante diminution de sa capacité de production (Tableau 3).

Tableau 3									
L'Amérique du Nord. Production et commerce du pétrole brut (2006-2014) (million de tonne, données arrondies)									
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
États-Unis									
Production	251,7	249,8	244,8	264,4	270,2	279,3	320,3	367,7	429,6
Importations	537,8	533,6	521,1	477,7	486,4	468,0	421,9	381,3	362,2
Canada									
Production	113,0	107,1	107,7	101,4	108,0	114,5	124,9	135,4	149,4
Exportations	79,0	73,9	76,9	75,0	78,8	89,5	95,7	109,8	121,0
Mexique									
Production	170,1	160,8	146,0	135,1	133,6	132,0	132,2	130,5	125,5
Exportations	99,1	89,6	74,8	65,0	71,6	70,4	66,2	62,9	59,8
Source : IEA (2016).									

Si un temps la polarisation du secteur pétrolier canadien sur les États-Unis a pu être perçue tel un avantage pour son développement, aujourd'hui cela apparaît son talon d'Achille. D'un côté, non seulement l'industrie canadienne fait face en quelque sorte à un monopsonne (les quelques grands raffineurs américains, seuls disposant en Amérique du Nord d'une grande capacité pour traiter du pétrole lourd), ce qui se traduit par d'importants manques à gagner sous la forme d'un prix systématique plus bas pour le pétrole canadien (*Western Canada Select*, WCS) que les cours américains (*West Texas Intermediate*, WTI) (Tableau 4). Le différentiel des cours variant fortement d'une année à l'autre, d'un plancher d'environ 14 \$É.-U. en 2012 et 2016 à un sommet d'un peu plus de 30 \$É.-U. en 2013 et 2014, c'est-à-dire un différentiel de prix pouvant représenter les moins bonnes années près de 30 % du prix payé pour le pétrole de type WTI! Un accès aux autres marchés internationaux devrait favoriser une hausse du prix pour le pétrole canadien.

Tableau 4					
Différentiel des prix du pétrole canadien (WCS)(janvier 2012-janvier 2016)(\$É.-U. par baril)					
	2012	2013	2014	2015	2016
WTI	100,32	94,83	94,86	47,33	31,78
WCS	86,47	62,11	65,69	30,43	17,88
Différentiel	13,85	32,72	29,17	16,90	13,90
Source : Alberta Government (2016).					

D'un autre côté, plus problématique, les États-Unis sont en voie de devenir largement autosuffisant. Cette situation ils la doivent en grande partie à une importante percée technologique, la fracturation hydraulique horizontale, qui depuis le milieu des années 2000, permet l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste, notamment aux Dakotas, en Pennsylvanie et au Texas. En fait, depuis 2014, grâce notamment à cette technologie, les États-Unis talonnent l'Arabie Saoudite et la Russie, comme premier producteur de brut à l'échelle mondiale (Cheyvalle 2014). La production américaine de pétrole brut a ainsi fortement augmenté, passant de 5,7 millions de baril/jour en 2011 à 9,2 millions de baril/jour en 2015. La tendance à la hausse devrait se maintenir pour les deux prochaines décennies, avec pour résultat une production estimée à 13,3 millions de baril/jour en 2036 (EIA 2014, p.1). En fait, déjà que non

seulement cela leur a permis de diminuer leurs importations (Tableau 3), la possibilité pétrolière est telle que les autorités américaines pourraient lever l'interdiction à l'exportation de brut américain (l'exportation de petites quantités sous licence et la réexportation ont toutefois toujours été permises, ce qui par exemple permet au Canada d'importer de l'essence et du brut léger)(EIA, 2015). Au-delà des politiques environnementales et climatiques américaines, l'autosuffisance relative des États-Unis est sans doute une piste qui aide à comprendre le refus de l'administration Obama d'autoriser la construction du méga pipeline *Keystone XL*, qui devait relier les champs bitumineux albertains aux raffineries du Texas et de l'Oklahoma (Obama, 2015); et cela, malgré l'intense lobbying du gouvernement Harper, qui avait été source de fortes tensions avec le Président américain (Greenspon et al. 2014). Si le premier ministre Trudeau se dira « désolé » de cette décision et qu'il « respectait le droit des États-Unis à prendre celle-ci » (Trudeau 2015), il reste que cette décision constituait un important revers de la politique énergétique canadienne, mettant en lumière son extrême vulnérabilité envers les États-Unis, au point de menacer la sécurité économique du Canada, le secteur pétrolier étant devenu le pilier de la croissance canadienne au cours de la dernière décennie. Aussi, il ne faut pas se surprendre si le Canada s'est dit très heureux du renversement de cette politique par la nouvelle administration Trump et le décret présidentiel autorisant la construction dans la partie américaine du pipeline (SRC 2017).

Continuité ou rupture : les pipelines, le test politique du gouvernement Trudeau

C'est donc vers les marchés outre-mers, pour ne pas dire asiatiques, que doit se tourner l'industrie pétrolière canadienne pour assurer son développement. D'ailleurs, le gouvernement Harper avait déjà entrepris timidement ce virage, notamment lorsqu'il autorisa en décembre 2012, après deux prolongations de la période d'examen, l'achat de *Nexen* (8^e producteur canadien) par la *China National Offshore Oil Corp (CNOOC)*, une société d'État chinoise (Arès 2014, pp.44-45). Malgré cela, le premier ministre Harper insistera fortement sur le fait que : « [...] le Gouvernement du Canada a déterminé que le contrôle sur le développement des sables bitumineux par des gouvernements étrangers a atteint le point auquel davantage de contrôle par des gouvernements étrangers ne serait pas un bénéfice net pour le Canada » (Harper, 2012). Cette annonce mis un baume sur les relations autrement tendues entre le Canada et la Chine tout au long des années du gouvernement Harper.

Aussi, à Pékin, l'élection de Justin Trudeau fut accueillie comme un vent de fraîcheur. Si la visite officielle du premier ministre Trudeau en Chine en août dernier et l'annonce conjointe d'un possible accord de libre-échange entre les deux pays lors de la venue en sol canadien du premier ministre chinois Li kequiang le mois suivant marquent le réchauffement des relations (Trudeau, 2016c), il demeure que la Chine a toujours fait de l'énergie le socle de sa politique envers le Canada (Arès 2014). Dans ce nouveau contexte, et compte tenu de la fragilité actuelle prévalent dans le secteur énergétique, il se peut très bien que le gouvernement Trudeau renverse la décision de son prédécesseur et autorise à nouveau des investissements chinois dans l'industrie. Il se peut également que le gouvernement Trudeau courtise activement d'autres pays.

Toutefois, durant la première année de son mandat le gouvernement Trudeau n'a donné aucun appui clair à l'industrie pétrolière ou à la construction de nouveaux oléoducs, le premier ministre Trudeau se contentant souvent de réaffirmer son objectif d'une transition énergétique qui : « Réduir[a] les émissions de méthane du secteur du pétrole et du gaz, [...] de 40 à 45 pour cent d'ici 2025 afin d'atteindre les cibles de réductions de gaz à effet de serre [...] dans

le cadre de stratégies pour une transition juste, dans l'intérêt des travailleurs et de leur communauté.[...]»(Trudeau 2016a). Questionné directement sur les oléoducs, il devait ajouter : « Pour y arriver, nous devons faire des investissements stratégiques intelligents dans une croissance et de nouvelles infrastructure propres, mais nous devons aussi continuer à générer de la richesse à partir de nos abondantes ressources naturelles pour financer cette transition vers une économie à faible intensité de carbone (notre traduction) » (McShaffrey 2016).

Quoiqu'il en fût, la capacité de transport du pétrole par oléoduc (environ 3,9 millions de baril/jour) est largement maintenant atteinte, obligeant le recours massif au transport par rail, plus dispendieux et plus dangereux, les volumes par rail ayant pratiquement triplés entre 2011 et 2014 (NRC 2016, p.36 et 38). De nouveaux pipelines sont donc nécessaires pour approvisionner tous nouveaux marchés. C'est sans doute pourquoi les plus hostiles, les groupes environnementaux en tête, n'eurent de cesse d'accuser le gouvernement Trudeau d'avoir un agenda caché, d'être le « *cheerleader* » de l'industrie pétrolière et de se préparer à autoriser la construction de pipelines, en dépit de ces engagements sur le climat (Mandell et De Souza 2016). L'avenir leurs donnera en grande partie raison. Cinq importants projets de pipelines d'exportation étaient à alors sous étude pour approbation (*Canalisation 3* et *Keystones XL* vers les États-Unis, *Northern Gateway* et *Trans Montain* vers le Pacifique ainsi que *Énergie Est* vers l'Atlantique). Si ces projets sont tous réalisés, cela ajouterait à terme une capacité additionnelle de 3,4 millions de baril/jour (ONÉ 2016b).

Appuyer ou non la construction des oléoducs : la décision est politiquement périlleuse ; les Canadiens sont divisés sur le sujet. Selon un sondage *Ekos* : 33 % des Canadiens (41 % si on ajoute le chômage) accordent une priorité à l'économie (comparativement à seulement 3 % pour l'environnement)(*Ekos* 2016). Toutefois, si la plupart (79 %) s'accordent pour soutenir une réglementation plus forte, 76 % accepteraient de payer plus cher pour de l'énergie propre et 72 % soutiendraient une action environnementale forte quitte à ce que cela augmente les prix et nuise à l'industrie. Une plus faible majorité (55 %) se dit plus préoccupée par l'économie que par les questions environnementales et s'oppose (56 %) à un moratoire sur la construction d'oléoducs. Toutefois, 73 % affirment que la priorité gouvernementale doit être à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables. Ceci dit, une forte majorité (70 %) considère que les ressources énergétiques fossiles contribuent significativement à l'économie canadienne et que le gouvernement fédéral doit soutenir le secteur. Ce sondage fait toutefois ressortir de fortes disparités provinciales. C'est en Alberta (91 %) et en Saskatchewan (75 %), provinces productrices, que la construction de nouveaux pipelines reçoit les plus haut taux d'approbation. À contrario, c'est au Québec et dans une moindre mesure en Colombie-Britannique, provinces de transit, où se concentrent les plus fortes oppositions.

Évidemment, ces disparités provinciales trouvent échos dans l'attitude et le discours des dirigeants provinciaux. Les tensions peuvent être vives. Qui ne se souvient pas de la réplique acrimonieuse du premier ministre de la Saskatchewan, Brad Wall, devant l'opposition des maires de la région de Montréal au projet Énergie Est ? Lui qui dans un tweet du 21 janvier 2016 « [...] les invit[ait] à rembourser poliment leur part des 10 milliards de dollars en péréquation qu'ils reçoivent des provinces de l'Ouest »(*Radio-Canada.ca* 2016). Le choix pour le gouvernement Trudeau est d'autant plus déchirant que seulement 8 % des militants libéraux accordent une priorité au développement des champs pétroliers, la vaste majorité (86 %) préférant le développement de sources d'énergies propres et renouvelables (*Ekos* 2016). S'opposer aux projets d'oléoducs, ce serait aliéner encore plus les électeurs de l'Ouest, mais

aussi et surtout renoncer à l'exploitation des ressources pétrolières et gazières, un moteur de l'économie canadienne devenu pratiquement incontournable, que l'on le veuille ou non. Soutenir leurs réalisations, c'est d'être confronté aux groupes environnementaux, aux provinces de transit, aux revendications autochtones et, d'une manière générale, au syndrome « du pas dans ma cours » des citoyens et des autorités locales. C'est sans doute pourquoi le gouvernement Trudeau s'en était remis jusqu'à maintenant aux décisions techniques et environnementales de l'Office nationale de l'Énergie (ONÉ), organisme dénoncé par les opposants pour sa trop grande proximité avec l'industrie, l'exclusion des changements climatiques du débat et une participation publique limitée (voir par exemple Sierra Club BC 2016).

Le 30 novembre 2016, le gouvernement Trudeau a finalement tranché. Il autorisait les projets Canalisation 3 (de Hardisty, Alberta, vers Gretna, Manitoba, puis vers les États-Unis) et Trans Montain (d'Edmonton, Alberta, vers le Port de Vancouver, Colombie-Britannique). Il refusera toutefois le projet Northern Gateway (de Hardisty, Alberta vers Kitimat, Colombie-Britannique)(Trudeau 2016b). Si depuis, l'industrie et les provinces de l'Ouest applaudissent, nombreux se sentent trahis, les écologistes et les Britanno-colombiens en tête. Quoiqu'il en soit, compte tenu du poids du secteur, une décision contraire aurait été très surprenante. Toutefois, il est certain que cette décision annonce la fin des journées ensoleillées du gouvernement Trudeau.

Bibliographie

Alberta Government, Alberta Economic Dashboard, [En ligne: <http://economicdashboard.alberta.ca/OilPrice>].

Arès, Mathieu (2014) « Le Canada superpuissance énergétique? L'affaire Nexen et la crédibilité de la politique conservatrice envers la Chine », *Canadian Foreign Policy Journal*, vol.20, no.1, 39-49.

Canada's Oil and Gas Producers (CAPP) (2016a), *Canadian Economic contribution*, Site de l'association, [En ligne : <http://www.capp.ca/canadian-oil-and-natural-gas/canadian-economic-contribution>].

Canada's Oil and Gas Producers (CAPP) (2016a) « Capital Investment in Canada's oil and gas industry down 62% in 2 years », Calgary, 7 avril 2016.

Canada's Oil and Gas Producers (CAPP) (2016b) « Crude Oil. Forecast, Markets and Transportation », juin 2016, 43p..

Cheyvialle, Anne (2014) « Les États-Unis, premier producteur de pétrole grâce au gaz de schiste », *Le Figaro.Fr*, 30 septembre 2014, [En ligne : <http://bourse.lefigaro.fr/devises-matieres-premieres/actu-conseils/les-etats-unis-premier-producteur-de-petrole-grace-au-gaz-de-schiste-2221132>].

Deblock, Christian et Mathieu Arès (2016) « De l'intégration à l'interconnexion. L'Amérique du Nord un espace économique en recomposition », *Outre-Terre* 1/2016 (N°46), p. 320-348.

Dudd, John et Richard Hulf (2015). « Oil prices: our interpretation ... », *Artemis*, 3 février 2015. [En ligne : <http://www.artemis.co.uk/institutional/investment-insights-article.html?id=669>].

Ekos (2016) *Canadian Attitudes toward Energy and Pipeline*, Ekos Research Associates Inc, 1 mars 2016, 21p. [En ligne : http://www.ekospolitics.com/wp-content/uploads/full_report_march_17_2016.pdf].

François, Catherine (2016) « Canada : première année de pouvoir pour Justin Trudeau. Premier bilan », *TV5monde*, 19 octobre 2016 [En ligne : <http://information.tv5monde.com/info/canada-les-de-justin-trudeau-134752>].

Greenspon, Edward et al., [Andrew Mayeda, Rebecca Penty et Theophilos Argitis] (2014) « How Keystone XL soured the 'Special relationship' between Stephen Harper and Barack Obama », *National Post*, 24 avril 2014, [En ligne : <http://news.nationalpost.com/news/canada/canadian-politics/how-keystone-xl-soured-the-special-relationship-between-stephen-harper-and-barack-obama>].

Guzansky, Yoel (2015) « Saudi Arabia and the Nuclear Agreement with Iran », *INSS Insight*, no. 723, 22 juillet 2015, [En ligne : <http://www.inss.org.il/index.aspx?id=4538&articleid=10116>].

Harper, Stephan (2012) *Déclaration du Premier ministre du Canada sur l'investissement étranger*, 7 décembre 2012 [En ligne : <http://www.pm.gc.ca/fra/nouvelles/2012/12/07declaration-du-premier-ministre-du-Canada-linvestissement-etranger>].

Honarvar, A. et al. (J. Rozhon, D. Millington, T. Wadden, C. A. Murillo et Z. Walden) (2011) *Economic impacts of new oil sands projects in Alberta (2010-2035)*, Study No. 124, Calgary : Canadian Energy Research Institute, 88p..

Institute for Energy research (IER)(2015) « China Overtakes U.S. as World's largest Oil importer », 13 mai 2015 [En ligne: <http://instituteforenergyresearch.org/analysis/china-overtakes-u-s-as-worlds-largest-oil-importer/>].

International Energy Agency (IEA)(2016) Page d'accueil, Statistics Search, [En ligne: <https://www.iea.org/statistics/statisticssearch/>].

Kirby, Jason, Aaron Hutchins et Charlie Gillis (2016) « Life at 20\$ a barrel: What the oil crash means for Canada », *Maclean's*, 13 janvier 2016, 9p. [En ligne: <http://www.macleans.ca/economy/economicanalysis/life-at-20-dollar-oil-nation-divided/>].

Mandell, Charles et Mike De Souza (2016) « Trudeau attacked from all sides over pipeline stance », *National Observer*, 12 avril 2016, [En ligne: <http://www.nationalobserver.com/2016/04/12/news/trudeau-attacked-all-sides-over-pipeline-stance>].

McShaffrey, Elizabeth (2016) « Trudeau says pipelines will pay for Canada's transition to a green economy », *National Observer*, 2 mars 2016, [En ligne:

<http://www.nationalobserver.com/2016/03/02/news/trudeau-says-pipelines-will-pay-canadas-transition-green-economy>]

Morin, David et Stéphane Roussel (dir.) (2014), «Un monde finit, un autre commence »?. La politique étrangère de Stéphane Harper, Numéro spécial, *Canadian Foreign Policy Journal*, vol.20 , no.1, 106p..

Natural Resources Canada (NRC) (2016) *Energy Facts Book 2016-2017*, Ottawa, cat. M136-1^E-PDF, 125p..

Obama, Barack (2015) *Statement by the President on the Keystone XL Pipeline*, The White House, Office of the Press Secretary, 6 novembre 2015, [En ligne: <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/11/06/statement-president-keystone-xl-pipeline>].

Office nationale de l'énergie (ONÉ) (2016a) *Avenir énergétique du Canada en 2016. Offre et demande énergétiques à l'horizon 2040*, Ottawa, 136p..

Office nationale de l'énergie (ONÉ) (2016b) *Le réseau pipelinier du Canada 2016*, Page d'accueil, [En ligne : <https://www.neb-one.gc.ca/nrg/ntgrtd/trnsprtn/2016/ppln-cpcty-fra.html#s12>].

Office of the Trade Representative (USTR) (2016) «Trade Agreement, Canada», USTR Home page, [En ligne : <https://ustr.gov/countries-regions/americas/canada>].

OPEP (2016) *OPEP Basket Price*, Page d'accueil, [En ligne : http://www.opec.org/opec_web/en/data_graphs/40.htm].

Prixdupetrole.com (2016) « Canada : l'industrie pétrolière se dirige vers des pertes de 10 milliards CAN en 2016 », 4 octobre 2016, [En ligne : <http://prixdubaril.com/news-petrole/63118-canada-l-industrie-petroliere-se-dirige.html>].

Radio-Canada.ca (2016), « Énergie Est : Brad Wall répond à Coderre », Ici Radio-Canada Saskatchewan, 21 janvier 2016, [en ligne : <http://ici.radio-canada.ca/regions/saskatchewan/2016/01/21/009-brad-wall-repond-coderre-energie-est.shtml>].

RT.COM (2016) « Russian Oil Exports set to reach a record 2016 », 2 juillet 2016 [En ligne : <https://www.rt.com/business/349507-russia-oil-exports-record/>].

Schaufele, Brandon (2016) « The Impact of Oil Price Shocks on Canadian National and Provincial GDP », *Policy Brief*, Energy Policy and Management Centre, IVEY Business School, Western University, janvier 2016, 14p..

Sequiera, Jerusha (2016) « Saudi Arabia's Budget Deficit to Shrink in 2016 IMF », *ARGAAM*, 9 juin 2015 [En ligne : <http://www.argaam.com/en/article/articledetail/id/430534>].

Shields, Alexandre (2015) « Changement de climat à Ottawa », *Le Devoir*, 24 octobre 2015. [En ligne :

<http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/453434/environnement-changement-de-climat-a-ottawa>].

Shenfeld, Avery, Peter Buchanan et Warren Lovely (2014) « No Barrel of Fun. What Weaker Crude Means for Canada », *In Focus*, CIBC, 16 décembre 2014, 6p. [En ligne : http://research.cibcwm.com/economic_public/download/in_focus_what_weaker_crude_means.pdf].

Sierra Club BC (2016) *Credibility in Crisis. Major flaws threaten credibility of NEB assessment process for Kinder Morgan Trans Mountain pipeline and tankers proposal*, 27 juin 2016, 17p. [En ligne : <http://sierraclub.bc.ca/wp-content/uploads/2015/08/NEB-Flaws-Report-June-27.pdf>].

Société Radio-Canada (SRC)(2017) « Trudeau salue la relance de Keystone XL », 24 janvier 2017, [En ligne <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1012781/trudeau-retraite-strategie-trump-keystone>].

Statistique Canada (2016) *Caractéristiques de la population active, données désaisonnalisées, par province (mensuel)*, CANSIM, tableau 282-0087.

Trudeau, Justin (2015) « Déclaration du premier ministre du Canada au sujet du pipeline keystone XL », Justin Trudeau Le premier ministre du Canada, Déclarations, Ottawa, 6 novembre 2015 [En ligne : <http://www.pm.gc.ca/fra/nouvelles?>].

Trudeau, Justin (2016a) « Déclaration des leaders sur le partenariat nord-américain en matière de climat, d'énergie propre et d'environnement », Justin Trudeau Le premier ministre du Canada, Déclarations, Ottawa, 29 juin 2016 [En ligne : <http://pm.gc.ca/fra/nouvelles/2016/06/29/declaration-des-leaders-partenariat-nord-americain-matiere-de-climat-denergie>].

Trudeau, Justin (2016b) « L'annonce du premier ministre Justin Trudeau concernant les oléoducs », Justin Trudeau Le premier ministre du Canada, Déclarations, Ottawa, 30 novembre 2016 [En ligne : <http://www.pm.gc.ca/fra/nouvelles/2016/11/30/lannonce-du-premier-ministre-justin-trudeau-concernant-les-oleoducs>].

Trudeau, Justin (2016c) « Le premier ministre annonce une plus grande collaboration avec la Chine », Justin Trudeau Le premier ministre du Canada, Déclarations, Ottawa, 23 septembre 2016 [En ligne : <http://pm.gc.ca/fra/nouvelles/2016/09/23/premier-ministre-annonce-plus-grande-collaboration-la-chine>].

U.S. Energy Information Administration (EIA) (2014), *U.S. Crude Oil Production Forecast. Analysis of Crude Types*, Washington, 29 mai 2014, 15p.. [En ligne : <http://www.eia.gov/analysis/petroleum/crudetypes/archive/2014/pdf/crudetypes.pdf>].

U.S. Energy Information Administration (EIA) (2015), *Effects of Removing Restriction on U.S. Crude Oil Exports*, Washington, 2 septembre 2015, 44p.. [En ligne : <http://www.eia.gov/analysis/requests/crude-exports/pdf/fullreport.pdf>].

U.S. Energy Information Administration (EIA) (2016a), *International Energy Outlook 2016*, 11 mai 2016, Washington, DOE/EIA-0484, 290p.. [En ligne : [https://www.eia.gov/forecasts/ieo/pdf/0484\(2016\).pdf](https://www.eia.gov/forecasts/ieo/pdf/0484(2016).pdf)].

US Energy Information Administration (EIA) (2016b) « Short-Term Energy and Winter Fuels Outlook », 13 octobre 2016. [En ligne: <https://www.eia.gov/forecasts/steo/tables/?tableNumber=7#startcode=2004>].

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse postale

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM)
Faculté de science politique et de droit
Université du Québec à Montréal
C.P. 8888, succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Adresse civique

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM)
Université du Québec à Montréal
400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, 1er étage, bureau
A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 Canada

Téléphone 514 987-3000, poste 3910

Télécopier : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

www.facebook.com/CEIMUQAM



Rédaction

Mathieu Arès est professeur-adjoint à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke (Québec, Canada). Il a un Doctorat en science politique de l'Université de Montréal (2000) et une maîtrise en science politique de l'Université d'Ottawa (1991). Il est spécialisé en économie politique internationale

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire de l'Eurasie ou du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).